

*The Arthur Papers* — Being the papers mainly confidential, private, and demi-official of Sir George Arthur, K.C.H., Last Lieutenant-Governor of Upper Canada. — In the manuscript collection of the Toronto Public Libraries. Edited by Charles R. Sanderson. 3 vol.

Léo-Paul Desrosiers

Volume 4, Number 2, septembre 1950

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/801640ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/801640ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Desrosiers, L.-P. (1950). Review of [*The Arthur Papers* — Being the papers mainly confidential, private, and demi-official of Sir George Arthur, K.C.H., Last Lieutenant-Governor of Upper Canada. — In the manuscript collection of the Toronto Public Libraries. Edited by Charles R. Sanderson. 3 vol.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4(2), 285–286.  
<https://doi.org/10.7202/801640ar>

*The Arthur Papers* — Being the papers mainly confidential, private, and demi-official of Sir George Arthur, K.C.H., Last Lieutenant-Governor of Upper Canada. — In the manuscript collection of the Toronto Public Libraries. Edited by Charles R. Sanderson. 3 vol.

Ces trois premiers volumes, que d'autres suivront bientôt, sont d'un très grand intérêt pour ceux qui étudient la révolution de 1838 et l'élaboration d'une nouvelle constitution canadienne. Les documents qu'ils reproduisent n'étaient pas inaccessibles au public, mais ils étaient moins connus qu'ils n'auraient dû l'être et aujourd'hui ils peuvent être en toutes les mains.

Tout d'abord, ils expliquent pourquoi la rébellion de 1838 eut si peu de succès du point de vue militaire. Colborne et Sir Georges Arthur sont cette fois bien au courant des complots qui se trament aux États-Unis entre les réfugiés canadiens et la populace américaine. Des rapports d'espions, d'observateurs, de fonctionnaires les mettent au courant. Dès le début du mois d'octobre 1838, ils sont alertés; à la fin du mois, ils s'attendent à des soulèvements dans quelques jours. Leurs dispositions sont alors prises et l'insurrection sera tout de suite éteinte. Tous deux dans, la suite, ne se confineront pas dans l'inaction. Ils perfectionneront pendant de longs mois les défenses du Canada et augmenteront les troupes disponibles. C'est qu'ils continuent à recevoir des rapports qui indiquent une situation dangereuse sur la frontière. Il faut lire sur ce point les dépêches de Fox, ambassadeur d'Angleterre à Washington, qui contiennent une analyse pénétrante de la situation. Les Américains savent qu'une partie de la population canadienne est, ou infectée de républicanisme, ou mécontente de l'Angleterre. Leur gouvernement ne déclare pas la guerre, et alors la populace rêve de s'emparer du Canada comme elle s'est emparée du Texas. Toujours la même tactique: des bandes armées pénètrent dans le pays voisin, s'y maintiennent, obtiennent l'assistance de la population locale et un bon jour le gouvernement annexe de nouveaux territoires. Des spéculateurs sur les terres finançaient l'agitation. Le Haut-Canada était plus particulièrement visé que le Bas-Canada.

En second lieu, ces recueils renferment des documents substantiels sur la possibilité d'une alliance entre les réformistes du Haut-Canada et les Canadiens français dans le cas où se produirait l'union des provinces que l'on discutait dans tous les milieux. Selon Durham et ses conseillers, cette mesure alignerait une majorité de députés anglais; ceux-ci prendraient les moyens voulus pour angliciser, en face des députés français impuissants, l'élément français de la province de Québec et du pays. Or, un certain nombre de personnages influents parmi les loyalistes, et Sir Georges Arthur entre autres, prophétisèrent que les choses ne se passeraient pas du tout de cette façon. A leur avis, ce seront les députés français qui feront bloc parce que la survivance de leur race sera gravement menacée; et c'est la députation anglaise qui se divisera en deux parties, l'aile réformiste ou libérale, s'unissant aux députés français pour former une majorité parlementaire. Alors, cette coalition conduira la prochaine Législature et im-

posera les mesures qui lui plairont. Au lieu d'être des parias, les députés français seront des maîtres, et la race que l'on voulait annihiler détiendra le pouvoir. Prédiction que l'avenir devait confirmer deux ou trois ans plus tard à peine en transformant une mesure d'oppression en une mesure de libération.

Plusieurs de ces documents indiquent les premières réactions de l'élément loyaliste du Haut-Canada en face du rapport de Lord Durham qui vient de sortir des presses. Il le condamne à l'unisson pour plusieurs motifs, mais, entre différentes raisons, parce que le gouvernement responsable proposé pour la colonie, donne, en fait, l'indépendance au Canada. De ce principe ne peut naître qu'une constitution d'essence républicaine et la séparation d'avec la mère-patrie. Un gouvernement responsable n'est pas conciliable avec l'état colonial proprement dit. On voit que, tout de suite, les réformistes du Haut-Canada s'entichent de ce principe et tiennent des assemblées pour en demander l'adoption. Beaucoup d'amertume envahit les loyalistes parce qu'après avoir défendu le lien colonial, avoir aidé les gouverneurs et les conseils, ils sont mis de côté, pour ainsi dire, puisque l'on assure le triomphe des idées constitutionnelles de Papineau, de Mackenzie et des révolutionnaires. Toutes leurs invectives vont à Lord Durham.

Beaucoup d'autres points historiques sont touchés dans ces écrits. Ainsi le lecteur y trouvera de nombreux passages relatifs à la dette du Haut-Canada qui devient à la fin l'une des principales raisons de l'union des deux colonies. Un plan d'anglicisation antérieur à celui de Lord Durham s'ajoute à la série de ceux qui ont été élaborés depuis 1760. Établi à Londres pour quelques mois afin d'y rétablir sa santé, un personnage influent, qui rencontre des ministres, rédige des lettres bien intéressantes qu'il adresse à Sir George Arthur; le ministère anglais est faible; il est toujours à la veille de tomber. Il vit au jour le jour; il n'ose prendre une décision sur rien; les affaires canadiennes ne semblent intéresser personne, et surtout personne ne semble les connaître si ce n'est un sous-fonctionnaire. Enfin, comme il fallait s'y attendre, les Canadiens français n'attrapent que bien peu d'éloges dans un recueil de ce genre: on rencontre les accusations anciennes portées contre eux. Sauf qu'à deux reprises, Sir George Arthur, qui est excédé de rencontrer du déloyalisme à Toronto, s'écrie que les deux provinces canadiennes auraient dû rester françaises; et que si tous les Anglais étaient bien pourvus ailleurs, il sentirait que le Canada est plus en sécurité. Phrases à retenir, car elles sont écrites après les troubles de 1837 et de 1838.

Léo-Paul DESROSIERS